

Jean-Fabien FAUDEMER
Christophe DEVEDEAU-HESNARD
Yohann CHANTELOUP
Experts-comptables
Commissaires aux comptes



7 rue Ferdinand Buisson
14280 SAINT-CONTEST

Adresse postale :
BP 90010 -14651 CARPIQUET CEDEX

Association TANDEM
Association Loi 1901
8 rue Nicolas Oresme
14 000 CAEN

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Décembre 2021

Téléphone (accueil) 02 31 15 35 50
Télécopie (social) 02 31 86 70 25
Télécopie (comptabilité) 02 31 15 61 59
E-mail : cfg@cfg.biz
Internet : www.cfg.biz

C F G Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'ordre de Rouen
Société de Commissariat aux comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de Caen
SARL au capital de 200 000 €
Siret 324 958 073 000 60 RCS Caen Code APE 6920 Z
TVA Intracommunautaire : FR 78324958073

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2021

Aux membres de l'Association TANDEM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association TANDEM relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Contest, le 7 Avril 2022

Le Commissaire aux comptes

CFG

Représenté par Christophe DEVEDEAU-HESNARD

BILAN

Actif	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			31.12.2020
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 648.41	18 648.41		
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	16 648.41	16 648.41		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 000.00	2 000.00		
AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	289 796.54	273 158.19	16 638.35	24 109.70
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS	44 656.11	32 258.85	12 397.26	17 397.26
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	245 110.43	240 899.34	4 211.09	6 682.44
IMMOBILISATIONS EN COURS	30.00		30.00	30.00
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	308 444.95	291 806.60	16 638.35	24 109.70
STOCKS ET EN-COURS				
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES				
CREANCES D'EXPLOITATION	176 698.98	4 546.96	172 152.02	165 012.80
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	111 607.78	4 546.96	107 060.82	109 087.23
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	65 091.20		65 091.20	55 925.57
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	492 169.67		492 169.67	396 815.07
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	857.46		857.46	519.80
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	669 726.11	4 546.96	665 179.15	562 347.67
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	978 171.06	296 353.56	681 817.50	586 457.37

BILAN

Passif	31/12/2021 Montant	31-12-2020 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	8 941.86	8 941.86
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	127 060.50	119 074.24
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	136 778.32	7 986.26
SITUATION NETTE (1)	272 780.68	136 002.36
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)		
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	272 780.68	136 002.36
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES	42 397.26	47 397.26
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)	42 397.26	47 397.26
PROVISIONS POUR RISQUES		77 400.00
PROVISIONS POUR CHARGES	75 640.64	50 029.48
TOTAL PROVISIONS (4)	75 640.64	127 429.48
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	22 808.05	15 046.39
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	70 651.57	60 146.34
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	18 746.15	18 746.15
AUTRES DETTES	178 793.15	181 689.39
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
TOTAL DETTES (5)	290 998.92	275 628.27
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	681 817.60	586 457.37

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Toutes les écritures

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		31.12.2020
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	30 054.70		30 688.08
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	641 380.79		737 142.42
DONT PARRAINAGES			1 894.75
VENTES DE BIENS ET SERVICES		641 380.79	737 142.42
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	323 123.92		220 354.73
VERSEMT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
DONS MANUELS			
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		323 123.92	220 354.73
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS	151 752.17		25 236.57
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	5 000.00		7 505.00
AUTRES PRODUITS	30 672.70		26 310.25
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		1 181 984.28	1 047 237.05
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES		356 896.63	342 403.63
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			14 184.50
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	17 262.10		450 853.26
SALAIRES ET TRAITEMENTS	501 350.59		128 773.72
CHARGES SOCIALES	139 434.76		38 177.23
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	12 018.31		77 400.00
DOTATIONS AUX PROVISIONS	25 611.16		2 510.00
REPORTS EN FONDS DEDIES			3 096.31
AUTRES CHARGES	3 861.31		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		1 056 434.86	1 057 398.65
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		125 549.42	-10 161.60

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		31.12.2020
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	528.68		548.73
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		528.68	548.73
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)			
RESULTAT FINANCIER (3-4)		528.68	548.73
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	11 060.88		15 392.30
SUR OPERATIONS EN CAPITAL			2 000.00
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES			4 639.87
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		11 060.88	22 032.17
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	360.66		4 433.04
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		360.66	4 433.04
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		10 700.22	17 599.13

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		31.12.2020
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		1 193 573.84	1 069 817.95
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		1 056 795.52	1 061 831.69
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		136 778.32	7 986.26
SOLDE DEBITEUR = PERTE			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			
PRESTATION EN NATURE			
BENEVOLAT			
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS			
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE			
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			

Commissaire aux Comptes
Christophe VEDEAU-MESNARD
de Caen

Objet social

L'objet de cette association est de gérer l'équipement mis à sa disposition par la Ville de Caen au 8 Rue Nicolas Oresme. Le dit équipement social et culturel permet d'offrir à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de les développer et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables au sein d'une communauté vivante.

L'objet peut être atteint notamment par la mise en place d'activités éducatives, récréatives, physiques, intellectuelles, artistiques, économiques, civiques ou sociales, ainsi que l'organisation de spectacles, avec le concours de bénévoles ou d'éducateurs permanents ou non, sans que cette liste tant au niveau des activités que des animateurs soit considérée comme limitative.

Par ailleurs, l'association peut exploiter tous lieux nécessaires au développement des activités précédemment.

Conditions d'accès

L'association est ouverte à toute personne, majeure ou mineure, à titre individuel. Les mouvements de jeunesse, groupement et institutions d'éducation populaire y sont accueillis aux conditions précisées au règlement intérieur.

Orientation philosophique

L'association est laïque, c'est-à-dire respectueuse des convictions personnelles. Elle s'interdit toute attache avec un parti, un mouvement politique ou une confession.

Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos au 31/12/2021 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévues par les articles 121-1 à 121-5^{es} et suivants du plan comptable général 2016 en tenant compte des adaptations contenues dans le règlement CRC N° 2018.06 applicable aux associations.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable générale applicable à la clôture de l'exercice.

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes ont été établis dans le contexte d'une continuité d'exploitation.

Faits caractéristiques de l'exercice

- Remplacement de la notion de « fonds associatifs » par « fonds propres » ; à appliquer dans l'intitulé des comptes de la MJC compte 102000.
- Contributions volontaires en nature : bénévolat, mises à dispositions de personnel, dons en nature redistribués ou consommés en l'état, mises à disposition de locaux, de matériel, prêt à sage, fournitures gratuites de services : doivent être valorisées et comptabilisées si :
 - La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
 - L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Dans le cadre du nouveau règlement comptable des associations :

- Reclassement des comptes 706 dans des comptes 73

706100	Prestations reçus CAF – PSO CLSH
706110	Bons vacances ou autres
706200	Prestations aides aux familles (CCAS. TL)
706300	Prestations MSA

Compléments d'information

- *Valorisations des aides en nature*

Des aides en nature sont apportées par la mairie de Caen.

Il s'agit des éléments suivants :

o - énergies	15 887 €
o - entretien des bâtiments	11 741 €
o - valorisation du loyer	124 231 €
o - mise à disposition d'équipement	6 509 €
o - intervention musées	60 €

TOTAL 128 428 €

- *Rémunérations*

Dans la mesure où le personnel de l'association ne comporte qu'une seule personne cadre, cette information n'est pas diffusée.

- *Honoraires*

Les honoraires versés au commissaire aux comptes pour l'année 2021 sont de 4 638€.



Fonds dédiés

	2020	Reprise	Dotation 2021	Solde 2021	
Matériel caravanning	7 397.26	5 000		2 397.26	1
Projet aménagement Terrain	40 000			40 000	2
				-	-
47 397.26	47 397.26	5 000		42 397.26	

1- Achat d'un matériel caravanning en vue d'y faire séjourner des familles pouvant bénéficier des aides aux départs vacances CAF, reprise au rythme des amortissements du mobil home.

2- Aménagement étude et agrandissement du bâti et terrain de sport

- *Immobilisations*

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Rythme d'amortissements par catégorie d'immobilisations :

-Brevet	de 2 à 4 ans
-Construction	de 5 à 10 ans
-Agencement	de 5 à 6 ans
-Matériel et outillage	de 2 à 5 ans
-Matériel de transport	de 3 à 5 ans
-Informatique	de 2 à 4 ans

Tableau de variation des immobilisations corporelles

Etat des immobilisations

Intitulé	Valeur brute 31/12/2020	Acquisitions	Sorties	Valeur brute 31/12//21
Immobilisations incorporelles	18 648			18 648
Bâtiments	25 000			25 000
Installations générales	19 656			19 656
Installations techniques matériel et outillage	1 751			1 751
Matériel de transport	35 400			35 400
Matériel bureau & mat informatique	82 327			82 327
Mobilier et matériel	80 066			80 066
Matériel culturel	44 441			44 441
Immobilisation LQG	1 126			1 126
TOTAL	308 415			308 415

Etat des amortissements

Intitulé	Amortissement au 31/12/20	Augment. Dotations	Réduction Reprises	Amortissement au 31/12/21
Immobilisations incorporelles	18 648			18 648
Bâtiments	7 602	5 000		12 602
Installations générales	19 656			19 656
Installations techniques matériel&outil	1 751			1 751
Matériel de transport	35 400			35 400
Mat bureau & mat informatique	79 125	1 133		80 258
Mobilier et matériel	76 585	1 339		77 924
Matériel culturel	44 441			44 441
Immobilisation LQG	1 126			1 126
TOTAL	284 334	7 472		291 806

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	31/12/2020	Dotation	Reprise de dotation utilisée	Reprise de dotation non utilisé	31/12/2021
Provisions pour litiges	0				0
Provision retraite	50 029				50 029
Provision pour risques	77 400		77 400		0
Autres provisions		25 612			25 612
Total	127 429	25 612	77 400		75 641

Provisions pour dépréciations	31/12/20	Augmentation des dotations	Diminution des dotations	31/12/21
Sur comptes clients	27 681	4 547	27 681	4 547

Paramètres économiques :

Un fonds collectif concernant le versement des indemnités de retraite est détenu par ARIAL CNP Assurances.

Il est d'un montant de 24 136.66 € au 31 décembre 2021.

La provision sur retraite actualisée en 2013 ne l'a pas été sur l'exercice 2021, le montant provisionné sur 2013 étant considéré comme suffisant.

Le total à savoir $24\,136.66 + 50\,029.48 = 74\,166.14$ € correspond à une évaluation des indemnités de retraite qu'il faudrait verser éventuellement au 31 décembre 2021.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	111 608	111 608	
Autres	59 807	59 807	
Clients créditeurs	-	-	
Charges constatées d'avance	857	857	
Total	172 272	172 272	

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Fournisseurs et comptes rattachés	10 589	10 589	
Fournisseurs débiteurs	-	-	
Dettes fiscales et sociales	65 592	65 592	
Autres impôts taxes et assimilés	18 746	18 746	
Produits constatés d'avance	178 793	178 793	
Total	273 720	273 720	

Complément d'information sur les comptes de bilan

Charges à payer

- 4081 Fournisseurs factures à recevoir 12 219 €
- 4282 provisions congés à payer 22 678 €
- 4382 Charges sur congés à payer 9 546 €

Produits à recevoir

- 46870000 Produits divers à recevoir 833 €
- 46870001 CAF ACF Animation globale 61 414 €

Jean-Fabien FAUDEMER
Christophe DEVEDEAU-HESNARD
Yohann CHANTELOUP

Experts-comptables
Commissaires aux comptes



7 rue Ferdinand Buisson
14280 SAINT-CONTEST

Adresse postale :
BP 90010 -14651 CARPIQUET CEDEX

Centre d'Animation TANDEM
Association Loi 1901
8 rue Nicolas Oresme
14 000 CAEN

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 Décembre 2021

Téléphone (accueil) 02 31 15 35 50
Télécopie (social) 02 31 86 70 25
Télécopie (comptabilité) 02 31 15 61 59
E-mail : cfg@cfg.biz
Internet : www.cfg.biz

C F G Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'ordre de Rouen
Société de Commissariat aux comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de Caen
SARL au capital de 200 000 €
Siret 324 958 073 000 60 RCS Caen Code APE 6920 Z
TVA Intracommunautaire : FR 78324958073

RAPPORT SPECIAL

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'Association TANDEM,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions règlementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention soumise aux dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Saint-Contest, le 7 Avril 2022

Le commissaire aux comptes :

Cabinet CFG

Représenté par Christophe DEVEDEAU - HESNARD